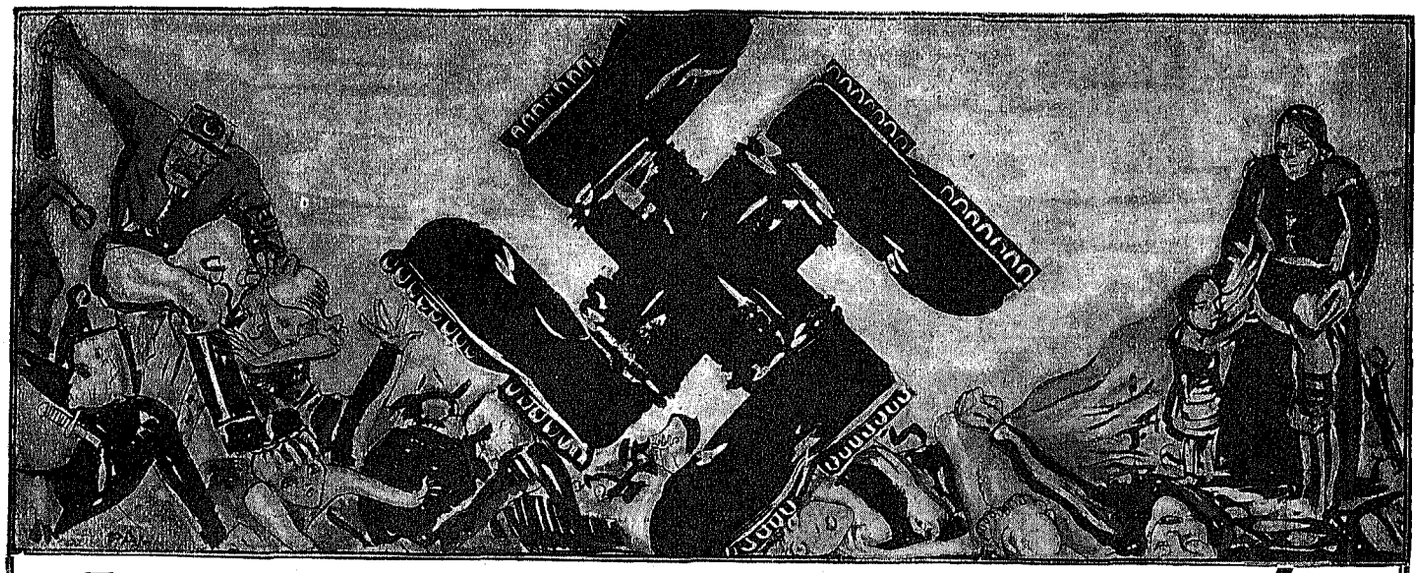

SOUS LA CROIX GAMMÉE

N° 4. Amsterdam.

15.000 nouveaux emplois. La fin des coopératives de consommation.

(I.T.F.) Dans leur programme les nationaux-socialistes avaient promis aux classes moyennes la " municipalisation immédiate" des grands magasins. Seulement le gouvernement nazi n'a procédé, ni immédiatement, ni après sept mois de régime hitlérien, à la réalisation de sa promesse. Au contraire: dans les Conseils d'administration des sociétés exploitant de grands magasins, des nationaux-socialistes siègent à présent à côté de juifs pur sang et le gouvernement soi-disant ennemi des grands magasins a accordé un crédit de plusieurs millions au consortium Tietz.

Les propagandistes nationaux-socialistes ont invité les classes moyennes par une libre interprétation du programme à la " lutte contre les grands magasins, les entreprises à nombreuses succursales et les coopératives de consommation.". Les grands magasins cependant sont officiellement protégés par le gouvernement; le boycottage national-socialiste contre les sociétés en question s'atténue et les chefs des entreprises à nombreuses succursales siègent dans la direction du "Corps des commerçants"(Handelsstand) pas encore reconnu officiellement d'ailleurs; ils se placent même au premier rang dans la lutte contre les coopératives, Les petits commerçants se sont laissés prendre par cette manoeuvre, bien que ce soit précisément les entreprises à succursales qui peuvent vendre à tous et non pas seulement à leurs membres, ainsi que c'est le cas pour les coopératives, qui constituent une bien plus grave menace pour le petit commerce.. Les petits commerçants exaspérés ont réclamé l'anéantissement des coopératives de consommation.

Le nouveau ministre de l'Economie nationale, le Dr. Schmitt est sérieusement intervenu contre tous actes hostiles aux coopératives. Il faut savoir que les coopératives de consommation allemandes groupent de 12 à 15 millions de consommateurs; un anéantissement des coopératives mettrait en danger des économies d'un montant total de 225 millions de marks, et pourrait finalement déterminer la course aux guichets des caisses d'épargne et par conséquent une nouvelle crise des crédits . Le front du travail allemand qui a systématiquement écarté les socialistes des coopératives, afin d'y caser des nationaux-socialistes, devait bien s'employer pour défendre les entreprises où leurs partisans ont trouvé un gagne-pain, et finalement aussi le gouvernement était le principal créancier des coopératives de consommation et avait peur de perdre son argent.

L'Association des classes moyennes commerçantes ne s'est pas laissée dérouter par si peu et a continué à agir contre la volonté du gouvernement. Finalement, le gouvernement n'a pu mettre un terme

aux actions poursuivies et à la propagande des classes moyennes nationales-socialistes contre le ministre de l'Economie nationale, qu'en prononçant la dissolution de l'Association sus-nommée.

Cette dissolution ainsi que la lettre du ministre Schmitt ont servi à activer un grand mouvement de propagande parmi les travailleurs en faveur du gouvernement qui protège les intérêts ouvriers. Seulement exactement 15 jours après tous les éloges adressés au gouvernement défenseur des coopératives de consommation, la " Petite , conférence du front allemand du Travail" déclara:

"Pour les périodes de besoin, où toutes les forces de la nation doivent être mises en mouvement, pour les périodes de guerre, l'Etat a besoin d'un appareil de distribution organisé." La charpente de l'organisation des coopératives doit donc être conservée. Les 15.000 établissements de vente des coopératives de consommation sont affermés à des commerçants nationaux-socialistes privilégiés dont l'existence est assurée ainsi, car un retrait de la coopérative est passible d'une peine sévère. Le bénéfice du commerçant, qui autrefois était profitable aux consommateurs passe à présent dans la poche des 15.000 nationaux-socialistes. Vu que les coopératives vont être obligées d'acheter leurs marchandises auprès de la coopérative centrale, les économies des membres sont en sécurité. Le fait cependant que les 15.000 succursales de vente des coopératives allemandes ont été livrées aux ennemis du système de la coopération,* ces organismes des travailleurs allemands sont pratiquement anéantis.

* veut dire que

On a l'intention de commencer"prochainement"l'application de cette nouvelle méthode dans les différentes coopératives. Le Congrès de Nüremberg du parti nazi a formellement confirmé la mesure. Les nationaux-socialistes protègent les capitalistes des grands magasins mais ils exproprient le bien collectif des travailleurs.

Les prétendus succès de la bataille du travail allemand.

(I.T.F.)La Frankfurter Zeitung nous annonce de Berlin, en date du 4 septembre :

"Le service de presse officiel de Prusse emprunte ce qui suit à une circulaire envoyée par le ministre prussien de l'Intérieur aux Préfets: Dans le but, fort louable en soi, de dégager certains arrondissements de chômeurs, des chômeurs ont été embauchés supplémentairement sur une assez vaste échelle dans l'industrie, dans l'artisanat, dans l'agriculture et dans l'industrie à domicile. Cette procédure a été favorisée ces derniers temps par le fait que des chômeurs qui avant leur engagement, touchaient une allocation de chômage, ont continué à toucher entièrement ou en partie cette allocation par l'entremise de leur employeur, en déduction du salaire.

Ce système de poursuivre le paiement de l'allocation après l'embauchage d'un chômeur, comporte de graves inconvénients du point de vue économique. Il signifie en effet qu'une partie importante des salaires de l'industrie privée est payée des ressources publiques.

Les bureaux de placement ont à juste titre refusé la continuation du paiement du secours de chômage ou de crise après l'embauchage du chômeur et ils ont reçu des autorités l'instruction rigoureuse de s'abstenir à l'avenir de tout paiement de cette sorte.

Une attitude analogue s'impose pour les municipalités en ce qui concerne les chômeurs secourus au moyen de fonds municipaux, uniquement déjà parce que il n'est pas permis de continuer à considérer des personnes ayant obtenu du travail comme des chômeurs et qu'une compensation des frais, résultant pour les organismes de prévoyance sociale arrondissementaux, d'une continuation du secours en cas d'embauchage, ne peut en aucun cas avoir lieu des ressources du Reich ou de l'Etat."

Le service de presse officiel de Prusse soulève par cette publication le voile qui couvrait les résultats fabuleux de la "bataille

du Travail", résultats qui semblaient incroyables à quiconque connait quelque peu la situation économique de l'Allemagne. Il est cependant quelque peu imprudent de la part du service de presse prussien de reconnaître si ouvertement que dans les nouveaux embauchages des derniers temps, il ne s'agit le plus souvent que d'embauchages financés par les ressources publiques. Cette révélation est en contradiction flagrante avec les succès énormes annoncés par le gouvernement hitlérien dans sa lutte contre le chômage. Nous n'avons aucune peine à croire que la situation délabrée des caisses publiques ne permet pas pendant longtemps ces secours versés à l'industrie privée, à qui on procure de la main-d'oeuvre à bon compte. Lorsque les subventions seront arrêtées, les ouvriers supplémentaires embauchés seront de nouveau jetés sur le pavé! Seulement le ministre des mensonges du Reich, le Dr. Goebbels, reconnaîtra-t-il alors que le nombre des chômeurs a de nouveau augmenté ? Il le fera tout aussi peu que lui et ses complices dans le gouvernement allemand,sont prêts à renseigner le peuple allemand sur la vérité de la situation financière et politique de leur pays.

Les heures supplémentaires ne doivent pas être payées.

(I.T.F.) Pendant qu'on garde soigneusement le secret sur les décisions prises dans le domaine de la politique sociale par les commissions siégeant à l'occasion du Congrès de Nüremberg, jusqu'à ce que ces décisions aient été approuvées par les experts capitalistes, la presse économique nazie nous apprend de nouveaux détails sur l'asservissement futur des travailleurs allemands. Dans le journal officieux "Braune Wirtschaftspost", le Dr. Franz Goerrig nous dit au sujet du système que l'on projette d'introduire pour les salaires : "Le salaire ne sera plus calculé d'après le nombre des heures de travail, mais un certain minimum hebdomadaire sera fixé." Il va sans dire que la presse nazie célèbre ce salaire minimum comme une conquête sociale. Le "Braune Wirtschaftspost"a cependant la franchise d'ajouter qu'en compensation de cette "concession", le travailleur devra renoncer à calculer d'une manière mesquine(1) ses heures de travail et ses heures supplémentaires. L'ouvrier qui touche un salaire hebdomadaire établi sur une durée du travail normale., devra par conséquent ,sur le désir du patron, faire des heures supplémentaires non rétribuées.

Journée de 16 heures avec feu d'artifice.

(I.T.F.) La grande parade des nazis à Nüremberg pour laquelle 22 millions de marks ont été gaspillés, a trouvé son apogée dans un feu d'artifice " le plus grand du monde". Les détonations des pièces de pyrotechnie devaient distraire l'attention des congressistes de l'exploitation dont étaient victimes en ces jours les travailleurs de Nüremberg et de Furth. Pour les ouvriers, employés et apprentis, travaillant dans les entreprises commerciales et chez les coiffeurs de Furth, le conseil municipal de cette ville accorda pour les 5 jours,allant du 31 août au 4 septembre, des heures d'ouverture ininterrompues de 5 heures du matin à 21 heures. Aucune contrainte ne pouvait être exercée sur le personnel pour qu'il observe ces heures. On se bornait à une contrainte " volontaire".

Nous soulignons que les travailleurs du commerce et les garçons coiffeurs organisés par la force dans l'organisation allemande des services publics n'ont trouvé aucune protection auprès de leur organisation contre ce redoublement de leurs heures de travail.

On arrête des ouvriers nationaux-socialistes (I.T.F.) Les présidents de toutes les cellules d'entreprise nationales-socialistes dans les grands chantiers de construction de navires de Hambourg et d'Altona ont été arrêtés à la demande des directions des chantiers. Les 43 ouvriers nationaux-socialistes avaient, dans un mémoire commun, réclamé la nationalisation des chantiers. Les principes du mémoire avaient été décidés dans les grandes lignes à l'unanimité des voix, par la conférence des cellules d'entreprise du Grand-Hambourg. Le Statthalter national-socialiste non seulement n'a pas cru devoir retenir ce mémoire qui au fond ne réclame que la réalisation d'un

des points du programme national-socialiste, mais il est même allé jusqu'à mettre en prison les ouvriers pour la plus grande tranquillité du patronat des chantiers.

Une alliance est offerte au patronat.

(I.T.F.)"Vous, messieurs les employeurs, occupez-vous judicieusement de la question du bolchévisme, comme d'autres l'ont fait avant vous et il ne vous sera pas difficile de conclure une alliance avec les"socialistes bruns", ainsi déclara à Kaiserslautern, le 25 août dernier, le dirigeant national-socialiste pour le Palatinat.- C'est bien ce que nous pensons aussi.

On donne du travail aux dénonciateurs.

(I.T.F.) Le maire de Cologne, le Dr. Riesen, a fait savoir: "J'impose par conséquent à tous les fonctionnaires, employés et ouvriers de la ville de Cologne le devoir de me faire connaître jusqu'au 20 août, les noms de tous ceux qui, dans les différents dépôts et services, doivent être considérés comme suspects au point de vue politique." Ces éléments suspects devront être remplacés par des membres des S.A. C'est là l'unique façon dont le Troisième Reich réussit à procurer du travail.

La terreur dans les entreprises.

(I.T.F.) L'organe nurembergeois du parti national-socialiste annonce: " L'aide-conducteur de camion Lorenz K. continue à saluer ses camarades marxistes en levant le poing fermé. Sans parler encore du fait que ces façons pourraient mal lui réussir, on ne saurait exiger d'un chauffeur comme-il-faut qu'il s'assoie à côté de ce moscovite. Nous sommes convaincus que la société Zucker & C° saura en tirer les conséquences."

Cette dénonciation du journal officiel du parti "ouvrier" était placée sous l'entête: "Un homme qui devrait céder sa place à quelqu'un de plus digne."

Les cellules d'entreprise sans fonds.

(I.T.F.) A Nuremberg, l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes (N.S.B.O.) a été dissoute comme telle, elle ne subsistera dorénavant que comme élément de propagande dans le cadre du front du travail. Une circulaire officielle annonce qu'il n'y aura plus de cotisation spéciale pour les cellules d'entreprise." La N.S.B.O. aura dorénavant un budget qui sera établi pour elle par le trésorier du front du travail. (l'organisation rivale !)". Ainsi la N.S.B.O. est privée de toute possibilité d'action indépendante; les bureaucrates du front du travail commandent aux S.A. des entreprises aux sentiments révolutionnaires: "Le travail relatif à la protection sociale et au droit ouvrier incombe aux groupements du front ouvrier. La N.S.B.O. ne doit pas s'occuper de ces choses . Elle doit éduquer les travailleurs et recueillir de la documentation pour les dirigeants du front du travail."

L'oeuvre d'éducation des cellules d'entreprise se trouvait dès le début sous le contrôle du parti. A présent que l'autonomie financière a été supprimée le parti espère avoir entièrement en mains l'organisation des cellules d'entreprise. Les "fonctionnaires" de la N.S.B.O. ont été mis à l'aise par une nouvelle réglementation de leurs traitements mais plus d'un ouvrier national-socialiste va se réveiller à présent de son rêve d'une N.S.B.O. révolutionnaire."

La lutte autour des marins allemands.

(I.T.F.) Dans la presse provinciale nazie un certain M. Horst Millauer écrit: "Une cellule nationale-socialiste a été créée au début de février 1933 à bord du plus grand paquebot naviguant vers l'Afrique, le"Ubena", bâtiment de 10.000 tonnes. L'équipage compte 156 hommes et la cellule groupe"déjà"43 adhérents. Résultat plutôt maigre ... Nous savons qu'un certain pourcentage des marins

avait depuis autrefois déjà certaines tendances politiques regrettables". Le journaliste émet l'espoir que les"militants formés dans des écoles de dirigeants" réussiront un jour à gagner aussi la sympathie des marins. Nous n'en sommes pas encore là."La cellule sur le "Ubena" comprend surtout des membres du personnel du service général, préposés au service des passagers,les garçons. Il y a en outre un officier et quelques chauffeurs, matelots, cuisiniers et techniciens". Le chef de la cellule a affirmé qu'outre les officiers " les chauffeurs pas encore organisés , avaient de vives sympathies pour le mouvement."Il semble ne pas encore oser songer aux matelots!

La cellule du " Ubena" doit assister toutes les semaines à une soirée " de camaraderie"; les 15 membres des S.A. qui font partie des troupes d'assaut de la marine hambourgeoise doivent en outre participer à une soirée des S.A.

Le grand malentendu.

(I.T.F.)"Il s'est trouvé depuis longtemps, à l'heure qu'il est qu'un grand malentendu existait. Davantage que la propagande nationale-socialiste, les actes du nouveau gouvernement ont fait comprendre que le socialisme du Troisième Reich est exactement le contraire de ce que le marxisme qualifie de socialisme".

Les ouvriers s'en sont aperçus depuis longtemps. Cela n'est cependant pas sans intérêt de constater ainsi que l'organe de l'industrie lourde allemande, la"Deutsche Bergwerkszeitung" souligne une fois de plus, que Hitler n'est pas socialiste.

-o-o-o-